



Donald Trump déchirera-t-il l'ALENA?

Le conférencier Brett Stuart s'est dit gêné par l'élection du nouveau président américain, Donald Trump, qui a promis durant sa campagne de déchirer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). « Je suis pour le libre échange. J'ai même importé ma femme du Canada! », a lancé à la blague cet analyste américain.

Ce dernier a tracé un portrait de l'industrie porcine au sud de la frontière. La production américaine excède cette année 2 % la capacité d'abattage. Résultat : les Américains vont augmenter cette capacité de 8,4 % entre l'automne 2016 et l'automne 2018, en construisant cinq nouveaux abattoirs dans le Midwest, pour abattre 10 millions de porcs!

« Les producteurs ont de l'argent à investir et veulent posséder leurs propres abattoirs pour augmenter leur marge de profit », a expliqué l'analyste. Même si la production américaine a été dévastée en 2014-2015 par l'apparition de la diarrhée épidémique porcine (DEP) qui a rayé 8 millions de porcelets de la carte, l'industrie a engrangé des gains au lieu d'absorber des pertes financières, selon un « scénario de fou ».

« Les gros investisseurs spéculatifs de Wall Street ont anticipé un manque de viande de porc sur le marché, et les prix ont monté en flèche! », explique Brett Stuart. L'excédent de porcs sur le marché américain, qui risque d'embouteiller fermes et abattoirs, a contribué à la décision des producteurs d'investir dans de nouvelles usines d'abattage. En attendant, cette surabondance de viande de porc a fait plonger les prix de 34 % à la bourse de Chicago ou 50 \$ US par tête pour les contrats futurs de décembre. « La dernière fois qu'une telle situation s'est produite en 1998, elle a mené à une restructuration majeure de l'industrie », dit-il.

Une restructuration de l'industrie?

Entre 1992 et 2002, quelque 157 000 producteurs américains ont quitté la production. Les quelque 60 000 producteurs



Dr Brett Stuart

encore en production grossissent et se spécialisent. En 2011, les éleveurs de plus de 5 000 truies produisaient 60 % de la production américaine et le nombre de producteurs de moins de 500 truies rétrécit. Fini le modèle du producteur du Midwest qui engraisse ses quelques centaines de cochons avec son maïs. La production se spécialise : « On voit apparaître beaucoup de nouvelles maternités et les engraisseurs s'approvisionnent auprès de ces nouvelles entités », dit-il.

Une nouvelle réglementation sur l'utilisation des antibiotiques explique en partie la spécialisation et l'apparition de nouvelles maternités. « Aux États-Unis, il y a énormément de craintes à l'égard de l'antibiorésistance. Les producteurs ne peuvent dorénavant utiliser ces produits que si les porcelets ou les porcs sont malades, et non à titre préventif ou comme facteurs de croissance », poursuit Brett Stuart. Selon lui, cette nouvelle restriction oblige les producteurs à avoir une gestion beaucoup plus serrée de leur cheptel et exige la formation de personnel compétent en matière de biosécurité.

Les propriétaires des futurs abattoirs du Midwest fourniront 60 % des porcs abattus, accentuant une forme d'intégration. Les transformateurs qui possèdent leurs propres porcs représentent 30 % des ventes chez l'Oncle Sam, et les ententes

négociées à la petite semaine entre éleveurs et abattoirs à l'encan sont passées de 10 % à moins de 2,5 %. « La grande tendance (près de 70 %) est une formule contractuelle établissant un prix de base entre l'abattoir et les producteurs. Ceux-ci touchent une prime pour le cochon au poids désiré, date de livraison, etc. », indique l'analyste. Certaines de ces ententes ne sont plus basées sur les marchés de référence du porc vivant, mais sur le prix des coupes de viande vendue par l'abattoir.

Où sont les marchés?

Brett Stuart ne partage pas la récente euphorie qui engendre la construction de ces nouveaux abattoirs et l'érection de « 150 nouvelles mégafermes en Iowa seulement ». Plusieurs facteurs inquiètent l'analyste qui craint une dégringolade accentuée des prix du porc en 2017. Bien qu'étant parmi les plus grands carnivores du monde, chaque Américain va se retrouver devant une assiette chargée de 200 livres de viande (porc, poulet, bœuf), « Quand est-ce que trop c'est trop? », demande-t-il. Ceci au moment où les stocks américains de viande de porc débordent des entrepôts frigorifiques. Et Donald Trump, qui a promis d'ériger un mur entre les États-Unis et le Mexique, son plus gros acheteur de jambon depuis 15 ans, risque-t-il de fermer ce débouché commercial? Ce qui aurait pour effet d'inonder le marché domestique et de plomber les prix.

Il y a la Chine bien sûr, le plus gros marché du monde, avec près du tiers des importations mondiales en 2015. En 2016, l'Empire du Milieu a déjà importé 1 million de tonnes de plus que l'année précédente, principalement en provenance de l'Union européenne, ce qui a soutenu les prix. L'analyste croit cependant que l'actuel marché chinois est « une bulle » prête à péter. Principalement parce que les producteurs chinois vont combler cette demande en 2017, incités par des prix élevés – plus de 200 \$ US/porc - et à l'accès à une surabondance de maïs domestique peu dispendieux.

L'avantage du Canada

Selon Brett Stuart, le Canada a un avantage concurrentiel par rapport à son voisin américain parce que ses abattoirs plus petits, « sont en mesure d'offrir des coupes spécialisées à des marchés exigeants, notamment en Asie, tandis que les géants américains produisent une commodité en quantité industrielle. » De plus, les éleveurs canadiens sont très productifs et jouissent d'un statut sanitaire hors pair. Il leur faudra cependant attendre au 20 janvier prochain, date de l'investiture officielle de Donald Trump, pour voir quelles sont les véritables intentions de leur plus gros client. ■



« Attention aux maladies! »

Selon Brett Stuart, il est peu probable que les États-Unis connaissent un autre épisode de DEP, « Nos porcs n'avaient jamais été exposés à cette maladie. Aujourd'hui, ils ont les anticorps pour la combattre ». Par contre, c'est une autre histoire pour le syndrome respiratoire et reproducteur porcin (SRRP), pour lequel il n'existe pas encore de vaccin. Cette maladie coûte 500 millions \$ US à l'industrie américaine par an. « Le jour où l'on va avoir un vaccin efficace, on inondera le marché et cela plombera les prix! », prédit l'expert. Ce dernier indique que les producteurs nord-américains doivent avoir une maladie à l'œil pour laquelle il n'existe pas de vaccins : la peste porcine africaine. Présente dans l'ex-URSS, la virulente maladie, qui se transmet par les sangliers, est aux portes de l'Europe.